Fondation Jean Jaurès

Europe

MOBILISATIONS CITOYENNES EN SERBIE : 2026, ANNÉE DE BASCULE ?

Christian Castagna

05/02/2026

Depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, qui a fait 16 morts en novembre 2024, la Serbie connaît une mobilisation citoyenne qui ne faiblit pas alors qu'elle subit pressions et arrestations de la part du régime autocratique du président Vučić. Les « listes étudiantes » qui se présenteront aux prochaines élections législatives permettront-elles d'entamer une transition démocratique pour le pays ? Pour Christian Castagna, président de l'association VoisinageS, spécialiste des Balkans, une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour le pays à condition aussi que l'Union européenne utilise les leviers en sa possession pour faire respecter l'État de droit et œuvrer à sa souveraineté.

La Serbie avant le drame de Novi Sad

Depuis 2023, la Serbie est entrée dans une séquence de turbulences politiques qui fissure profondément le récit de stabilité promu par les autorités depuis plus d'une décennie. La fusillade de l'école primaire Vladislav Ribnikar, à Vracar, le 3 mai 2023 – neuf élèves et un gardien abattus par un adolescent[1] –, a joué le rôle de traumatisme fondateur : le pays a découvert, en direct, la vulnérabilité d'un système incapable de prévenir un drame dans une école du centre de Belgrade, contredisant ainsi le discours officiel de la restauration de l'ordre et de la sécurité. Dans les jours qui ont suivi, les veillées de deuil, les marches silencieuses et les rassemblements devant le ministère de l'Éducation se sont rapidement transformés en manifestations dénonçant la banalisation de la violence, la propagande agressive véhiculée par les médias fidèles au pouvoir et au parti du président Vučić (le Parti progressiste serbe – SNS), et l'impunité de ces derniers[2].

À la suite de cette fusillade, la création du mouvement ProGlas (Proclamation) s'est inscrite dans un contexte de prise de parole civique, avec un manifeste signé par des personnalités du monde académique, culturel et associatif appelant à un changement de cap politique[3]. Proglas a servi de

plateforme pour articuler plusieurs revendications : responsabilisation des médias, réforme de l'éducation, retour à un cadre institutionnel limitant la concentration des pouvoirs. En quelques mois et dans la perspective des élections locales prévues à la fin de l'année 2023, le mouvement a réussi à s'implanter hors de Belgrade, en organisant des réunions publiques dans des villes moyennes souvent négligées par les formations politiques traditionnelles, et témoignant ainsi d'une aspiration diffuse à la dignité et à l'écoute. Mais cette mobilisation citoyenne, construite notamment sur la collecte de milliers de signatures, n'a pas convaincu certains des partis politiques d'opposition à s'appuyer sur elle, surtout quand des élections législatives anticipées ont été annoncées pour se tenir en même temps que les élections municipales.

En parallèle, le projet de mine de lithium à Loznica, dans la vallée du Jadar, a cristallisé la défiance envers un modèle de développement perçu comme opaque et sacrificiel[4]. Les habitants de la vallée, soutenus par des ONG environnementales et des experts indépendants, ont dénoncé les risques de pollution de l'eau et des terres que provoquerait la mise en exploitation de ce gisement, ainsi que la marginalisation des communautés locales dans la prise de décision. L'annonce de la suspension des licences d'exploitation en janvier 2022, sous la pression de manifestations répétées, a été interprétée comme une première victoire de la mobilisation citoyenne. Mais le dossier a resurgi à l'été 2024, au nom des besoins de l'industrie européenne de l'automobile en quête d'une filière d'approvisionnement de batteries électriques permettant de marquer une autonomie par rapport à la Chine. Cependant, sa nouvelle suspension en novembre 2025 a illustré la volatilité des engagements du pouvoir en place.

Les élections législatives et locales du 17 décembre 2023 n'ont pas refermé cette parenthèse contestataire. Malgré la désunion persistante de certains partis d'opposition au niveau national, des accords locaux ont permis de présenter des listes communes dans plusieurs circonscriptions, tandis que des réseaux d'observation citoyenne, inspirés d'expériences menées dans d'autres pays de la région, se sont organisés pour documenter les irrégularités. Les rapports publiés après le scrutin détaillent des cas de pression sur les fonctionnaires, des usages partisans de ressources publiques et un accès disproportionné des partis au pouvoir aux médias audiovisuels, alimentant l'idée d'un « pluralisme sous contrôle » qui vide la compétition électorale de sa substance[5].

Sur le plan international, le président Aleksandar Vučić a cherché à compenser cette fragilisation interne par une diplomatie de visibilité, valorisant sa capacité à interagir avec les grands dirigeants mondiaux. L'annonce de l'achat de 12 avions Rafale lors de la visite du président Emmanuel Macron à Belgrade, les 29 et 30 août 2024[6], relève de cette stratégie : au-delà de la dimension militaire, l'accent a été mis sur la « confiance » que Paris placerait dans la Serbie comme partenaire de sécurité, tout en reléguant au second plan les critiques relatives à la situation démocratique. Les

images de la cérémonie de signature ont été abondamment reprises dans les médias proches du pouvoir, présentées comme une reconnaissance internationale de la trajectoire serbe, sans que les débats internes ou européens sur l'État de droit ne soient évoqués.

L'épisode de Banjska, au nord du Kosovo, le 24 septembre 2023, a pourtant rappelé la fragilité du contexte régional. L'attaque armée autour d'un monastère, occupé par des forces paramilitaires infiltrées de Serbie et placées sous l'autorité de l'ancien dirigeant au Kosovo du parti la Liste serbe, Milan Radoičić, et qui a coûté la vie à un policier kosovar et à trois assaillants serbes, a rouvert la question des liens possibles entre structures paramilitaires et éléments de l'appareil sécuritaire serbe, même si les autorités de Belgrade ont nié toute implication directe[7]. Les enquêtes menées à Pristina et les analystes européens ont souligné le risque que de tels épisodes soient instrumentalisés par Belgrade pour peser sur les négociations du dialogue Serbie-Kosovo placé sous médiation européenne, et pour détourner l'attention de tensions intérieures croissantes[8].

Dans un tel contexte, la relation entre l'Union européenne (UE), ses États membres et la Serbie a pris un tour de plus en plus transactionnel. La croyance selon laquelle Vučić serait un « pilier de stabilité » dans les Balkans occidentaux et qu'il incarnerait un « chemin européen » réaliste pour le pays se heurte désormais à la montée des critiques au sein du Parlement européen[9], nourries par de nombreux rapports d'universitaires et de *think tanks*. Il est clair que l'absence constatée de progrès dans la démarche d'adhésion de la Serbie à l'UE ces dernières années n'incombe pas à cette dernière.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La vie quotidienne des Serbes depuis le 1er novembre 2024

En ne partant que de l'actualité du mois de décembre 2025, notons la cession du complexe de l'état-major de l'armée bombardé par l'OTAN en 1999 à la société américaine Affinity Partners dont le fondateur n'est autre que Jared Kushner, beau-fils de Donald Trump[10]. L'annonce de ce projet en mars 2024, à quelques mois de l'élection présidentielle américaine, avait clairement pour objectif, pour Belgrade, de gagner la bienveillance du clan Trump dans le cadre des différentes discussions

régionales. Mais, très rapidement, la population belgradoise, gardant en mémoire la façon dont le projet *Belgrade Waterfront* avait été négocié[11], s'est mobilisée contre la réalisation de ce projet, surtout quand il s'est avéré que le pouvoir en place avait contourné les règlements en vigueur en matière de protection des sites classés afin de permettre la destruction du site. Et alors que le procureur en charge du crime organisé a décidé de poursuivre le ministre de la Culture pour son implication dans cette affaire, les parlementaires SNS décidèrent alors de voter des amendements à la Constitution permettant à l'exécutif de reprendre le contrôle du parquet[12]. Finalement, pour s'éviter toute implication dans des polémiques sans débouché effectif, Affinity Partners annonce son retrait[13]. Le président Vučić a alors menacé de poursuites judiciaires tout média qui indiquerait que la corruption autour de ce projet serait à l'origine de ce renoncement.

Une seconde actualité de ce mois de décembre 2025 portait sur la diversité des formes de pression contre le mouvement étudiant. Ainsi, neuf étudiants ont été traduits devant la justice pour atteinte à l'ordre constitutionnel parce qu'ils ont pacifiquement participé aux manifestations du 28 juin 2025[14]. Mais dans le même temps, aucun des représentants des forces de l'ordre et des forces supplétives responsables de violences injustifiées à l'encontre des manifestants n'est poursuivi. Et les professeurs marquant leur soutien continuent d'être sanctionnés, soit par le non-paiement de leurs salaires, soit par leur révocation. Ainsi, le 21 décembre dernier, une grande manifestation s'est tenue devant l'université de Novi Pazar pour soutenir les trente professeurs et les deux cents étudiants chassés de cet établissement[15]. Pour arrêter ces manifestations, le pouvoir a annoncé mettre fin à l'autonomie financière des universités dans le cadre du budget pour 2026[16].

Les médias indépendants ne sont pas épargnés. Ainsi dans la semaine du 1er décembre 2025, des experts des Nations unies ont indiqué que durant le seul mois de novembre, une trentaine de journalistes ont été victimes d'agressions violentes[17]. Ainsi, l'agresseur d'un journaliste de la chaîne indépendante N1 n'a toujours pas été interpellé alors qu'il est clairement identifié dans les vidéos filmées durant cette agression. La fondation Slavko Curuvija a même identifié 154 actes d'agression contre les journalistes sur le seul mois de novembre. Ces pressions pèsent aussi sur les médias d'État et les instances de contrôle. Ainsi, la radio-télévision publique n'a toujours pas de directeur et quatre membres de l'autorité de régulation des médias électroniques ont démissionné pour protester contre les pressions politiques dont ils font l'objet[18].

Au niveau des relations européennes et internationales, le pouvoir fait montre aussi de fébrilité. Sur le seul mois de décembre 2025, suite aux sanctions américaines mettant fin aux importations de pétrole russe, la raffinerie de Pančevo a été obligée de se mettre à l'arrêt et, plus de deux ans après l'attaque à Banjska, l'OTAN a rappelé au gouvernement serbe que celui-ci n'avait transmis aucun élément justifiant la présence de paramilitaires serbes dans ce monastère situé en terre

étrangère[19]. Concernant sa relation à l'UE, alors que celle-ci constate l'absence persistant de progrès dans le processus d'accession et refuse d'ouvrir les négociations autour du chapitre 3 (compétitivité et croissance inclusive), la Serbie a boycotté le sommet UE/Balkans occidentaux du 17 décembre 2025 à Bruxelles. Enfin, en parallèle, alors que Belgrade n'a de cesse de remettre en cause la légitimité politique du Premier ministre sortant Albin Kurti au Kosovo, son parti emporte très largement les élections législatives[20].

Face à ce sombre tableau résumant le quotidien de la vie politique et sociale en Serbie, il devenait nécessaire pour les étudiants de montrer que leur mouvement disposait toujours d'un soutien populaire. C'est l'objectif d'une campagne de porte-à-porte lancée à la mi-décembre 2025 à travers tout le pays pour annoncer que dès le 28 décembre, des points de collecte de signatures seraient dressés en faveur d'une liste étudiante pour des élections législatives anticipées. Ce même jour, 400 000 signatures avaient été réunies.

Les débats politiques et sociaux depuis le 1er novembre 2024

Depuis cette date du 1er novembre 2024, symbolisant désormais les multiples défaillances du système Vučić, les débats qui traversent la vie politique et sociale serbe se structurent autour de la question de l'État de droit et de la nature même du régime construit par le SNS. Les associations de magistrats, les barreaux et plusieurs ONG ont documenté les pressions exercées sur l'appareil judiciaire, la politisation des nominations et la mise sous tutelle progressive de certains parquets, notamment dans les affaires sensibles impliquant des proches du pouvoir[21]. Des dossiers emblématiques, portant sur des soupçons de corruption ou de détournement de fonds publics, se soldent régulièrement par des non-lieux, tandis que des opposants et des journalistes d'investigation sont poursuivis pour « diffamation » ou « propagation de fausses nouvelles », dans un usage stratégique du droit pénal[22].

Cette corruption au sommet de l'État se donne à voir dans la vie quotidienne, par l'omniprésence de réseaux clientélistes et par des scandales qu'il est facile d'investiguer et de prouver. Dans plusieurs enquêtes de médias indépendants, le projet de foire internationale ExpoBelgrade 2027 est présenté comme le point de convergence de contrats publics, de chantiers de rénovation et de marchés de sécurité attribués à des sociétés proches de cercles gouvernementaux, révélant une architecture de captation déjà bien rodée des ressources publiques[23]. Cette situation nourrit une perception diffuse d'injustice : pour une partie croissante de la population, l'accès à l'emploi dans le secteur public, aux aides sociales ou aux marchés dépend moins de la compétence que de la proximité avec le SNS.

Pourtant, cette dégradation de l'État de droit s'accompagne d'une véritable régénération civique. Déjà, avant le drame de l'auvent de la gare de Novi Sad, des collectifs s'étaient formés dans des villes de province pour défendre des rivières menacées par des micro-centrales, des parcs publics menacés par des projets immobiliers ou des écoles confrontées à la pénurie de moyens[24]. Par le biais de Proglas, et maintenant du mouvement étudiant, ces collectifs ont progressivement articulé ces causes locales avec une critique plus générale du système politique. Des groupes traditionnellement peu politisés – enseignants, médecins, ingénieurs – ont rejoint les mobilisations, et même des segments de la droite nationaliste ont convergé avec des milieux plus progressistes sur des revendications de transparence et de responsabilité.

La réaction du pouvoir a donc pris la forme d'une prise en étau méthodique des voix critiques. Le décret exécutif gelant 90% des salaires du corps universitaire[25] a été perçu comme un message adressé à un milieu qui joue un rôle central dans l'encadrement des mouvements étudiants et dans la production d'expertises indépendantes, notamment sur les questions de droits fondamentaux. Parallèlement, le dernier grand conglomérat médiatique indépendant United Media, propriétaire des chaînes Nova et N1, fait l'objet de pressions multiples : procédures administratives et fiscales, menaces sur les licences de diffusion, campagnes de stigmatisation dans les médias pro-gouvernementaux visant à le présenter comme « antiserbe » ou « instrument de l'étranger »[26], dans l'attente d'en prendre le contrôle par le biais d'un coup d'État dans l'actionnariat de ce groupe de presse.

Ces évolutions alimentent l'idée que le modèle politique construit depuis l'arrivée au pouvoir du SNS en 2012 arrive en fin de cycle. Ce modèle, basé sur un contrat implicite de stabilité et de développement économique en échange d'une limitation de la contestation politique, se heurte désormais à l'atonie de la croissance, à la crise de confiance et à la montée de mobilisations qui ne se laissent plus intimider par l'arsenal répressif. Les leçons tirées des élections législatives de décembre 2023 – une coordination accrue entre les partis d'opposition, le rôle moteur et structurant des étudiants, une mobilisation inédite de la société civile – ont renforcé l'idée qu'une alternance est envisageable, même si les obstacles restent nombreux.

Sur le plan économique, la fébrilité est manifeste. La croissance stagne[27], malgré des indicateurs macroéconomiques parfois présentés comme satisfaisants, car elle repose largement sur des investissements étrangers concentrés dans quelques secteurs, mais plus hésitants depuis la montée des tensions intérieures ; de plus, elle profite peu aux territoires périphériques. Une très grande inquiétude porte sur le risque de pénuries de pétrole, dans un contexte de bras de fer entre Washington et Moscou autour de la compagnie pétrolière NIS, bientôt sous contrôle de la compagnie hongroise MOL[28], ce qui maintiendra sous une forme différente la dépendance à l'égard

de Gazprom et ce qui met en lumière la vulnérabilité énergétique du pays.

Enfin, la capacité du pouvoir à maintenir une stratégie de balancier entre Moscou et Washington est interrogée. D'un côté, la Russie, malgré son affaiblissement lié à la guerre en Ukraine, reste un partenaire dangereux par la variété de ses instruments d'influence ; de l'autre, les États-Unis n'ont pas réussi à capitaliser sur une supposée convergence de valeurs entre certains segments du monde MAGA et le SNS. Cette ambiguïté stratégique contribue à fragiliser la position serbe vis-à-vis de l'UE, qui voit d'un regard désormais lucide la multiplication des gestes ambivalents à l'égard de Moscou.

2026 : une année de bascule possible

Dans ce contexte, l'année 2026 apparaît comme un moment de possible inflexion de la trajectoire serbe. Derrière le village Potemkine promu par le pouvoir – des travaux annoncés d'infrastructures spectaculaires comme la modernisation des réseaux autoroutiers et ferroviaires, de grands projets urbains comme la construction du stade national devant être livré en fin d'année ou le futur métro de Belgrade, une communication massive sur les investissements étrangers –, l'économie est en réalité largement captée par des réseaux politico-économiques et en état de stagnation. De nombreux entrepreneurs indépendants dénoncent un environnement où l'accès aux marchés publics, aux crédits bonifiés ou aux terrains dépend de l'acceptation de partenariats avec des proches du SNS, ce qui décourage l'initiative et renforce la concentration des richesses.

L'incertitude énergétique renforce cette fragilité structurelle. La dépendance aux flux d'hydrocarbures transitant par des infrastructures et des compagnies liées à la Russie expose le pays aux aléas géopolitiques, alors que les capacités de diversification restent limitées et que les investissements dans les énergies renouvelables sont freinés par des intérêts constitués. Cette situation fait de la Serbie un terrain privilégié pour des offres de partenariat opaques, qu'il s'agisse de contrats bilatéraux ou de montages impliquant des acteurs privés liés à des puissances tierces, comme c'est le cas avec la Chine dans l'exploitation des mines de charbon[29].

Face à l'accumulation des tensions, le risque d'une fuite en avant répressive est tangible, avec notamment la menace de la proclamation de l'état d'urgence. Le régime pourrait ainsi être tenté de durcir encore la législation sur les manifestations, d'étendre les prérogatives des services de sécurité et de criminaliser davantage certaines formes de contestation, au nom de la lutte contre les ingérences étrangères – « les révolutions de couleur[30] » – ou l'extrémisme. Des précédents existent déjà, avec l'usage de lois antiterroristes pour justifier des mesures de surveillance ou des arrestations ciblées, ce qui alimente un climat de peur et dissuade certains acteurs économiques

de s'associer ouvertement à des initiatives critiques.

L'évolution du contexte européen peut cependant venir rebattre les cartes. Une défaite de Viktor Orbán, par exemple à l'issue des élections législatives d'avril prochain en Hongrie, réduirait la marge politique dont dispose Belgrade au sein du Conseil européen, où Budapest a souvent servi de relais ou de protecteur, en bloquant ou diluant certaines formulations critiques. Une telle recomposition pourrait ouvrir la voie à une approche plus cohérente de l'UE, articulant enfin élargissement et défense de l'État de droit de manière moins contradictoire.

Dans ce paysage incertain, une nouvelle génération serbe joue désormais un rôle central. À la différence de leurs aînés, ces jeunes ne perçoivent plus la migration vers l'ouest comme unique horizon, mais investissent l'espace public (campus, réseaux numériques, collectifs locaux) pour porter des revendications très concrètes (logement, environnement, emploi) liées à une exigence plus large de dignité démocratique. Le fait que les étudiants musulmans du Sandjak de Novi Pazar trouvent pleinement leur place au sein de ces mobilisations en s'appropriant le drapeau de l'État commun[31], ou que des vétérans de guerre se tiennent aux côtés des étudiants, montre la capacité de ces mouvements à dépasser les divisions ethno-politiques forgées dans le tumulte des années 1980 et 1990.

L'hypothèse d'élections législatives anticipées en 2026 revêt une dimension inédite. L'annonce d'un tel scrutin ouvrirait une fenêtre d'opportunité pour une recomposition parlementaire, mais offrirait aussi au SNS l'occasion de tenter un dernier « coup » de mobilisation de ses ressources d'État, de son contrôle médiatique et, le cas échéant, de dispositifs répressifs. La tentation est forte de recourir à des instruments classiques de diversion : montée des tensions avec le Kosovo, crises artificielles avec des voisins, ou exploitation de la présence de services de sécurité russes pour scénariser un climat de menace.

Des informations circulent déjà sur l'usage du territoire serbe comme sanctuaire pour des actions de déstabilisation au sein de l'UE, orchestrées par des services de sécurité russes. Des actes de provocation à caractère islamophobe, comme la dépose de têtes de cochon devant des mosquées en France[32], sont attribués à des ressortissants serbes envoyés depuis la Serbie sur instruction de ces services, *via* les réseaux sociaux et des canaux chiffrés. Ce type d'épisode, même difficile à prouver juridiquement, renforce le sentiment que la Serbie occupe une position nœudale dans certaines opérations hybrides visant à fragiliser les sociétés européennes, posant ainsi des questions de sécurité intérieure aux États membres.

Dans ce contexte, les forces d'opposition (étudiants, société civile, partis politiques) sont

sommées d'incarner une rupture crédible et de préparer les « jours d'après ». Elles doivent le faire tout en gérant des questions polarisantes, longtemps laissées en suspens, comme la relation au Kosovo ou l'articulation entre leurs revendications et l'esprit du processus d'adhésion, centré sur la bonne gouvernance et la convergence normative avec l'UE. La question structurante reste : comment revenir effectivement à des principes d'État de droit et démanteler un système de corruption qui verrouille les principaux leviers de l'État, sans provoquer un effondrement institutionnel ni une réaction violente de segments de l'appareil sécuritaire ? C'est l'objet du programme de la liste étudiante, dont de premiers éléments ont été communiqués le 17 janvier dernier lors d'un rassemblement populaire à Novi Sad[33].

Quel attitude adopter pour les Européens ?

Face à ces évolutions, l'attitude des Européens est elle-même en recomposition. Le point de départ de ce réajustement a été la résolution votée en octobre dernier par le Parlement européen sur la situation en Serbie, qui consacre dans ce texte officiel la convergence de nombreux signaux d'alerte émis par la société civile et les experts. Cette résolution insiste sur les atteintes à l'État de droit, les pressions sur les médias et les inquiétudes relatives à l'organisation des élections, appelant à une conditionnalité plus stricte dans le cadre du processus d'adhésion.

Les États membres adoptent toutefois des approches variables, voire contradictoires. La Suède a ainsi décidé, en novembre 2025, de suspendre tous les fonds dirigés vers les institutions serbes, en expliquant publiquement ce geste par la dégradation de la situation démocratique, envoyant un message clair sur la primauté accordée aux valeurs[34].

À l'inverse, le gouvernement français met en avant, dans sa communication, la densité de la coopération bilatérale – qu'il s'agisse de contrats d'armement, d'infrastructures ou de projets économiques – dans un ton parfois triomphaliste qui paraît déconnecté de la dégradation socio-politique constatée sur le terrain. Cela a été de nouveau démontré lors du déplacement à Belgrade du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot le 16 janvier 2026[35].

Depuis l'arrivée du chancelier Friedrich Merz, l'Allemagne a enfin adopté une posture plus prudente, mais également plus fragmentée. Les sociaux-démocrates et les Verts ont durci leur discours sur la Serbie, insistant sur la nécessité de conditionner l'avancement des négociations d'adhésion à des progrès concrets en matière d'État de droit, tandis que des voix critiques émergent désormais au sein de la famille chrétienne-démocrate, longtemps soutien traditionnel de la Serbie et du SNS. Cette « polyphonie » allemande traduit les dilemmes d'une puissance qui hésite entre maintenir un engagement fort dans les Balkans occidentaux et éviter d'apparaître comme légitimant un régime

toujours plus illibéral.

Au-delà de ces divergences nationales, l'enjeu pour l'UE est de faire pression pour le respect des valeurs et des normes qui définissent le modèle européen, et non de laisser le discours sur l'élargissement être capté par une logique purement géopolitique. Cela implique de reconnaître explicitement que la Serbie, dans son état actuel, peut être un facteur de déstabilisation régionale, en particulier par son rôle dans les ingérences russes – médias, camps d'entraînement, cyberactivités –, qui sont au mieux tolérées, au pire activement acceptées par le pouvoir en place.

Pour la France, cela suppose de ne plus résumer la relation à la Serbie à une relation entre dirigeants politiques finissant leurs mandats ou à une relation d'affaires, mais de l'inscrire dans une vision d'ensemble du voisinage européen. Cela passe par un engagement plus visible auprès de la société civile serbe, le soutien aux médias indépendants, à des programmes d'échanges académiques et à des projets de coopération qui valorisent les acteurs porteurs d'un agenda de réforme, plutôt que de miser uniquement sur des liens personnels entre les deux exécutifs en place.

Recommandations pour l'action européenne

La première recommandation est d'**assurer un suivi rigoureux de la résolution du Parlement européen sur la Serbie, en veillant à ce qu'elle structure l'action de la Commission et les positions du Conseil**. Cela implique de rappeler, à chaque étape du processus d'adhésion, les engagements pris par Belgrade en matière d'État de droit et de mise en œuvre de réformes concrètes et fondamentales concernant l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et le pluralisme médiatique.

La seconde priorité est l'urgence de **la mise en œuvre des recommandations de l'Office for Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR)**, rédigées au lendemain des élections de décembre 2023[36]. Dans la perspective de possibles élections législatives anticipées, l'UE pourrait **conditionner son soutien technique et politique à l'adoption préalable de réformes** : révision des listes électorales, amélioration des règles de financement des partis, garanties d'accès équitable aux médias, mécanismes transparents de compilation et de publication des résultats, renforcement des prérogatives des observateurs.

Une troisième recommandation consiste à **porter une attention particulière aux manœuvres initiées par le pouvoir serbe pour prendre le contrôle des médias dépendant de la holding United Media**. Des instruments existent (dialogue politique, coopération sectorielle, soutien financier

ciblé) pour **renforcer un espace médiatique pluraliste**, par exemple en soutenant des plateformes de diffusion alternatives ou des projets de journalisme d'investigation transnational.

La promotion de projets européens concrets, appuyés sur des retours d'expérience, constitue une quatrième piste. Qu'il s'agisse des projets de lithium projetés en Allemagne et en France, ou des enseignements tirés de l'organisation des Jeux olympiques en France et en Italie, ces exemples peuvent servir à placer les autorités serbes face à leurs responsabilités en matière de transparence, de participation citoyenne et de respect des normes environnementales et sociales sur la conduite de projets publics, ou délégués à des prestataires privés.

Cinquième axe, le soutien à la société civile doit être renforcé et recalibré. Une préférence nette devrait être donnée à des mécanismes de financement direct, éventuellement gérés par des structures européennes ou internationales, afin de contourner les dynamiques de captation de fonds par des ONG pro-gouvernementales, et de garantir un véritable pluralisme des bénéficiaires.

Enfin, **sixième recommandation, le bon fonctionnement des agences européennes** – l'Office européen de lutte anti-fraude (Olaf), l'Agence européenne de police criminelle (Europol), l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust, future AMLA) – **doit être pleinement mobilisé pour répondre aux dimensions criminelles et financières des différentes formes de dérives serbes.** Montrer à l'opinion publique serbe que l'Union ne reste pas indifférente à la captation de l'appareil d'État par le SNS – par exemple en enquêtant sur l'usage de fonds européens dans la rénovation de la gare de Novi Sad ou en poursuivant les réseaux de narcotrafiquants serbes et leurs filières de blanchiment – est essentiel pour restaurer la crédibilité européenne. En France, le fait d'aller au bout des investigations liées à l'arrestation de Filip Korac[37] illustrerait cette détermination à ne pas laisser impunis les chevauchements entre criminalité organisée, pouvoir politique et blanchiment d'argent, notamment échafaudés par le biais de projets immobiliers.

En conclusion

L'exemple de la Bulgarie, où le gouvernement a démissionné le 11 décembre 2025 face à une accumulation de scandales et de mobilisations, rappelle que les systèmes politiques issus des transitions post-communistes sont aujourd'hui confrontés à leurs propres blocages. Une réflexion plus générale doit être menée au sein de l'Union européenne sur les leviers – y compris sur le rôle délétère joué par la Hongrie – qui ont permis à certains appareils politiques de capturer l'enjeu européen, et également sur la manière d'y répondre dans un contexte de montée des forces illibérales et d'extrême droite au sein même de l'espace européen.

1. « Fusillade dans une école de Belgrade : neuf morts, un adolescent de 14 ans arrêté », *Ouest-France* avec AFP, 3 mai 2023.
2. Bruno Cadène, « Serbie : du deuil national à la contestation du pouvoir », Radio France, 6 juillet 2023.
3. « ProGlas : la Serbie démocratique se mobilise contre le régime Vučić », *Le Courrier des Balkans*, 6 décembre 2023.
4. Louis Seiller et Sanja Knežević, « En Serbie, la lutte contre le lithium alimente une révolte historique », Reporterre, 26 mai 2025.
5. Voir notamment « Republic of Serbia. Early parlementary elections, 17 december 2023 », Rapport final, OSCE, 28 février 2024.
6. « La Serbie conclut l'achat de 12 Rafale », ministère des Armées, 30 août 2024.
7. « Kosovo : la police a repris le contrôle d'un monastère où s'étaient retranchés des hommes après le meurtre d'un policier », *Le Monde* avec AFP, 24 septembre 2023.
8. « A Year After Banjska Attack, Kosovo Indictment Chronicles Serb 'Land Grab Plot' », Balkan Insight / BIRN, 24 septembre 2024.
9. « Serbie : les députés réclament justice un an après la tragédie de Novi Sad », communiqué de presse, Résolution du Parlement européen, 22 octobre 2025.
10. « Manifestation à Belgrade contre un projet immobilier du gendre de Trump », France 24, 11 novembre 2025.
11. « Belgrade Waterfront : symbole urbanistique d'un État hermétique », CUEJ.info, 30 mai 2025.
12. Pour aller plus loin, voir Miloje Savic, « Effacer, rembobiner, recommencer : les ruines de la Serbie révèlent un régime hors de contrôle », *Le Courrier des Balkans*, 9 janvier 2026.
13. « Serbie, le gendre de Trump renonce à un projet immobilier controversé dans l'ex-QG bombardé de l'armée yougoslave », France 24, 16 décembre 2025.
14. « Serbie : environ 140 000 manifestants à Belgrade réclament des élections législatives anticipées », *Le Monde* avec AFP, 29 juin 2025.
15. Pour le suivi de ces événements, voir « « Le savoir est un pouvoir » : les étudiants manifestent à Belgrade », *Le Courrier des Balkans*, 27 janvier 2026, et Blog Mediapart : *Blocage universitaire en Serbie : la lutte exemplaire des étudiants de Belgrade*.
16. « « Le savoir est un pouvoir » : les étudiants manifestent à Belgrade », *Le Courrier des Balkans*, 27 janvier 2026.
17. « Serbia must end attacks against journalists: UN experts », OHCHR, 5 décembre 2025.
18. « RTS without a new general director: A new competition is coming », « Four members of the REM council resigned », Vreme, 15 et 19 décembre 2025.
19. « NATO expects Serbia to ensure accountability for the Banjska attack », EWB, 27 janvier 2026.
20. « Au Kosovo, la victoire du parti du premier ministre sortant confirmée après recomptage », *Le Monde* avec AFP, 31 janvier 2026.
21. « Prosecutorial Council president: Threats against prosecutors a criminal offense », « Serbian judges and prosecutors write to European institutions: Judicial independence under threat », N1, 11 et 27 décembre 2025.
22. Louis Seiller, « Être journaliste en Serbie : « La violence est le prix à payer pour exercer notre métier » », *Libération*, 31 janvier 2026.
23. Tara Mirkovic, « Serbie : Expo 2027, anatomie d'un scandale urbanistique et environnemental », *Le Courrier des Balkans*, 24 juillet 2025 ; Paul Moore, « Serbie : 16 ans après le meurtre du supporteur Brice Taton, son meurtrier réhabilité dans le silence de la France », *Marianne*, 22 décembre 2025.
24. « Serbie : ces mini-centrales hydrauliques qui tuent les rivières de la Stara Planina », « Serbie : Manu Chao est venu soutenir la lutte contre les mini-centrales dans la Stara Planina », *Le Courrier des Balkans*, 10 juillet et 24 octobre 2019.
25. « Šabić: Government regulation factually and legally unsustainable move », Vreme, 26 mars 2025.
26. « Le régime Vučić s'attaque à l'indépendance du groupe United Media », *Le Courrier des Balkans*, 28 octobre 2025.
27. Izvor Bêta, « Ranđelović : La croissance économique de la Serbie en 2025 sera deux fois moins importante que prévu »,

Kossev, 27 décembre 2025.

28. « La Russie accepte de vendre à la compagnie hongroise MOL ses parts dans la compagnie pétrolière serbe NIS, sous sanctions américaines », *Le Figaro* avec AFP, 19 janvier 2026.
29. Balkan Insight, « Le gouvernement serbe manque de transparence sur la pollution de l'air », *Le Courrier des Balkans*, 6 février 2021.
30. Expression renvoyant aux mouvements de contestation aux régimes en place dans les pays de l'ex-bloc soviétique dans les années 2000.
31. Capitale de la région du Sandžak/Sandjak intégrée à la Serbie en 1920 et limitrophes de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et du Kosovo, elle est peuplée à 80% de Slaves de confession musulmane. Considérés comme des citoyens de seconde zone, ils se mêlent généralement peu aux mouvements de protestation. Lire aussi Miloš Miljković, « Dangerous Playing with Civil War: How the Protest Against the Ejection of Students in Novi Pazar Beacame a National Issue » , NIN, 6 août 2025.
32. Jacques Follorou, « Têtes de cochon devant des mosquées : l'enquête privilégie la piste du renseignement militaire russe », *Le Monde*, 27 septembre 2025.
33. « Les étudiants de Novi Sad ont annoncé la lutte contre la corruption à travers des programmes électoraux et des forums dans toute la Voïvodine », KoSSev, 17 janvier 2026.
34. « Sweden decides to suspend certain forms of support for Serbian State », EWB, 4 novembre 2025.
35. Point presse du ministre, 16 janvier 2026.
36. Tous les rapports portant sur des recommandations de l'ODIHR sont disponibles ici.
37. « Corruption : des policiers achetés par des trafiquants », France Info, 11 janvier 2026.